Louis GILL

Économiste, retraité de l'UQÀM

(20 juillet 2010)

"L'heure juste sur la dette du Québec : les déplorables attaques de Harvey Mead."

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@ugac.ca

Site web pédagogique : <http://www.ugac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois
Professeur retraité de l'UQAM

"L'heure juste sur la dette du Québec : les déplorables attaques de Harvey Mead."

Un article publié sur le portail **ÉCONOMIE AUTREMENT**, Montréal, le 20 juillet 2010.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques

de l'UQÀM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 20 juin 2011 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 29 juin 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Louis Gill

**"L'heure juste sur la dette du Québec :
les déplorables attaques de Harvey Mead".**

Un article publié sur le portail **ÉCONOMIE AUTREMENT**, Montréal, le 20 juillet 2010.

<http://www.economieautrement.org/spip.php?article122>

Dans un texte du 30 juin 2010 intitulé Appel aux économistes hétérodoxes : pourquoi ne voyez-vous pas que la croissance actuelle est incompatible avec les crises écologiques et sociales ?, Harvey Mead de Nature Québec lance une

vive attaque conte le texte intitulé L'heure juste sur la dette du Québec, rendu public le 15 juin 2010, dont je suis l'auteur et qui est endossé par les trois centrales syndicales, CSN, CSQ et FTQ, ainsi que par le collectif Économie autrement, l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC) et l'Institut de recherche et d'information socio-économiques (IRIS).

Mead soutient que tout mon argumentaire repose sur l'hypothèse d'une croissance du PIB devant se poursuivre selon les tendances qui ont marqué l'économie pendant des décennies et me reproche de ne pas tenir compte des nombreuses critiques formulées à l'égard du PIB comme indicateur de cette croissance. Il dit ne pas comprendre que des économistes « hétérodoxes » puissent ne pas voir la croissance (et le PIB qui la mesure) comme problématique dans les réflexions qui motivent leur dissidence et il regrette de ne pas trouver, dans les débats actuels sur les crises économiques et financières, d'indications relatives à la dette écologique, ni de prise en compte des éléments de passif dans l'établissement de bilans de notre progrès qui reposent sur le PIB. Tout en reconnaissant que mes calculs et analyses « sont très in-

intéressants lorsque mis en relation avec ceux de [mes] opposants » (entre autres du ministère des Finances), il estime que, comme eux, je poursuivrais le débat « dans un vide théorique qui laisse perplexe ». Il conclut en affirmant que la logique de mon texte « ne tient tout simplement pas la route, tellement le recours à la croissance (du PIB) est maintenant chose du passé ».

En réplique à ces critiques et aux points de vue que Mead m'attribue, je veux d'abord exprimer celui que je défends depuis plus de trente ans sur la question de la croissance capitaliste et de ses conséquences, une croissance que j'envisage comme motivée par la seule accumulation du capital, dont la finalité est la poursuite de l'enrichissement sans fin, de l'enrichissement comme fin en soi. Voici à titre d'exemple un extrait d'un texte rédigé en 2008 :

[Cette finalité de la croissance capitaliste] jette un éclairage sur l'un des problèmes les plus cruciaux de notre époque, celui de la crise écologique. La course à l'abîme dans laquelle l'humanité est engagée par la surconsommation des ressources jusqu'à leur épuisement et par la destruction de l'environnement trouve son origine dans les fondements mêmes d'un système poussé à accumuler le capital sans limites. La logique du système capitaliste, dont les dérèglements sont enracinés dans ses fondements, donne lieu à une accumulation sans égard à la destination sociale des investissements. Le seul objectif est la réalisation du rendement visé et plus particulièrement, avec le tournant néolibéral des vingt-cinq dernières années, du rendement à court terme.

Dans le cadre du capitalisme, le travail humain interagit avec la nature, non pas en tant que producteur de biens utiles, mais en tant que producteur de valeurs, dans un processus sans fin de valorisation du capital. La production de biens utiles n'a d'autre fonction que de contribuer à accroître la valeur. En un mot, elle n'est qu'un mal nécessaire pour faire de l'argent, sans considération des conséquences. La société est ainsi poussée à s'autodétruire comme conséquence de son fonctionnement normal. À titre d'illustration, l'exploitation effrénée des sables bitumineux de l'Alberta, propulsée par l'appât des profits pétroliers, constitue non seulement le principal obstacle à la contribution du Canada à la nécessaire lutte mondiale contre les gaz à effet de

serre, mais a des incidences négatives gigantesques, banalisées par le système, sur l'environnement immédiat des champs d'exploitation ¹.

Loin d'être « incompatible avec les crises écologiques et sociales », comme l'exprime maladroitement le titre du texte de Mead, la croissance actuelle, comme la croissance passée et la croissance à venir, en est plutôt la cause intrinsèque et y mène inéluctablement.

Je suis tout aussi convaincu depuis fort longtemps que le PIB est une mesure inadéquate de la production, ainsi que du bien-être et de son évolution dans le temps, et j'ai le plus grand respect pour les scientifiques de divers horizons qui, depuis plusieurs années, réfléchissent sur la question et mettent de l'avant des perspectives en vue d'en arriver à d'autres mesures. Ceci étant dit, force est de constater que de telles mesures sont encore loin d'être à portée de main et encore plus loin de se substituer au PIB comme mesure généralement reconnue à l'échelle mondiale en tant que base d'évaluation et de comparaison entre les pays.

Le Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, dont les principaux auteurs sont Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, fait d'ailleurs preuve d'une réserve dont Mead aurait intérêt à s'inspirer. Estimant qu'il est « temps que notre système statistique mette davantage l'accent sur la mesure du bien-être de la population que sur celle de la production économique, et qu'il convient de surcroît que ces mesures du bien-être soient resituées dans un contexte de soutenabilité », le Rapport affirme que « déplacer l'accent ne signifie pas désavouer les mesures du PIB et de la production ». Il précise : « Il faut, en d'autres termes, s'attacher à élaborer un système statistique qui complète les mesures de l'activité marchande par des données relatives au bien-être des personnes et des mesures de soutenabilité. Un tel système devra nécessairement être de nature plurielle car il n'existe pas de mesure unique qui puisse résumer un système aussi complexe que le bien-être des

¹ *L'analyse marxiste : un outil indispensable pour comprendre la réalité contemporaine*, 2008, disponible sur le site internet [Les Classiques des sciences sociales](#).

membres d'une société; notre système de mesure devra donc comporter toute une série d'indicateurs différents » ².

On ne sera donc pas surpris de constater que les auteurs de ce rapport, ayant les deux pieds sur terre, se réfèrent naturellement au PIB dans leurs interventions de tous les jours, tant pour parler de la production des divers pays que pour évaluer le niveau relatif de leur dette, ce qui ne les empêche pas par ailleurs de poursuivre leurs recherches en vue d'élaborer des mesures plus adéquates.

Pourquoi se référer au PIB pour évaluer la dette ? En premier lieu, parce que seule la valeur relative de la dette, en relation avec la taille de l'économie, donne une mesure valable de son évolution et permet de la comparer avec celles des autres pays. En deuxième lieu, parce que, faute d'une meilleure mesure, le PIB demeure, à l'échelle internationale, la norme de référence universellement employée. L'objectif du document dont je suis l'auteur est de donner l'heure juste sur la dette du Québec. C'est ce qu'il s'emploie à faire et c'est son seul objectif. C'est donc ce sur quoi il doit être jugé, quoiqu'on pense par ailleurs de l'opportunité d'aller de l'avant dans l'élaboration d'une meilleure mesure de l'activité globale. Mead reconnaît que tenir compte des critiques formulées à l'endroit du PIB « n'est pas pertinent pour l'objectif visé, la critique du discours budgétaire du gouvernement », mais, sans craindre de faire affront à la logique, il soutient néanmoins que ne pas en tenir compte « rend aléatoire tout le document » !

Mead me prête par ailleurs des propos qui me sont complètement étrangers, en interprétant abusivement l'illustration que je donne de la réduction sur une période de trente ans, grâce à la seule croissance du PIB, de l'énorme dette de la Deuxième Guerre mondiale. J'évoquerais, selon lui, une analogie possible entre cette situation d'antan et celle d'aujourd'hui qui m'amènerait à projeter sur les décennies à venir le rythme de croissance qui a marqué les décennies passées. Rien n'est plus étranger à ma pensée et à ce que j'ai écrit dans *L'heure juste...*, et il faut toute l'imagination de Mead pour me prêter ces conjectures fantaisistes. Si l'économie mondiale a connu un formidable essor au

² *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, 2009, Recommandation 21, p. 13; www.stiglitz-sen-fitoussi.fr.

cours des trente années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, c'est qu'elle a bénéficié des conditions exceptionnelles issues des immenses destructions auxquelles cette guerre a donné lieu. Dès le moment où ces conditions se sont épuisées, au terme de la période de reconstruction, on a vu renaître les crises et récessions périodiques et la croissance s'est poursuivie à un rythme beaucoup plus lent.

Le moins qu'on puisse dire est que ces conditions exceptionnelles sont loin d'exister aujourd'hui. Au contraire, la situation actuelle, on le sait, est une situation d'enfoncement toujours plus profond dans le marasme³. Et l'économie ne s'en sort relativement qu'en imposant d'importants reculs et un fardeau fiscal plus lourd à la majorité nécessiteuse de la population, comme on vient de le voir dans plusieurs pays européens et comme le gouvernement du Québec a commencé à le faire avec le dernier budget.

Les propos que je tiens dans mon texte quant à l'évolution de la dette en lien avec la taille de l'économie n'ont rien à voir avec le portrait faussé qu'en donne Mead. Je dis simplement que le rapport de la dette au PIB diminue si le taux de croissance de la dette est inférieur à celui du PIB et que cela est possible même avec des taux modérés de croissance du PIB. Je l'illustre par la période de 1998 à 2009 au cours de laquelle, malgré une augmentation de la dette de 40 milliards de dollars, le rapport de la dette au PIB a diminué de neuf points de pourcentage, de 59 % à 50 %, parce que la croissance du PIB a été plus rapide que celle de la dette, même si cette croissance a été bien moindre qu'au cours des trente années de l'après-guerre.

On peut se demander en terminant quel but poursuit Mead ou, en tout cas, à quel résultat il parvient par une intervention comme celle-là. Lorsque le gouvernement et ses experts, pour justifier des mesures budgétaires qui portent atteinte aux services publics et augmentent le fardeau fiscal de la population travailleuse, tentent de convaincre celle-ci que l'endettement public du Québec est exorbitant et recourent pour ce faire à une désinformation systématique quant à la taille réelle

³ Voir mes articles : *À l'origine des crises : surproduction ou sous-consommation ?*, avril 2009, et *La crise actuelle : écho des crises d'hier, prélude des crises à venir*, octobre 2009. Ces articles sont disponibles sur les sites d'*Économie autrement* et des *Classiques des sciences sociales*.

de cet endettement, la première tâche qui est devant nous n'est-elle pas de contrer cette désinformation et de le faire avec les outils existants, c'est-à-dire les statistiques universellement utilisées ? En condamnant cette démarche comme nulle et non avenue sous prétexte qu'elle n'est pas fondée sur des mesures qu'il souhaiterait plus adéquates, Mead se place en travers de l'action collective destinée à contrer les plans gouvernementaux et leur apporte ainsi un soutien de facto. Déplorable.

Fin du texte